



RÉSEAU MONDIAL POUR LE
DROIT À L'ALIMENTATION
ET À LA NUTRITION

Déclaration de Jakarta du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition

Réunion Globale

Jakarta, Indonésie 20-23 mai 2019

Nous, organisations membres et amis du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, représentant des mouvements sociaux, des peuples autochtones et d'autres organisations de la société civile, nous sommes réunis à Jakarta du 20 au 23 mai 2019 pour notre cinquième réunion globale.

Nous sommes reconnaissants à FIAN Indonésie et aux autres organisations et mouvements de la société civile de leur accueil et soutien en Indonésie. Nous remercions également nos amis et collègues de FIAN Sri Lanka et de l'Organisation nationale de solidarité pour la pêche (NAFSO) pour leur soutien à l'organisation de la réunion au Sri Lanka, qui a malheureusement dû être annulée en raison des attaques violentes qui ont eu lieu en avril 2019. Nous souhaitons exprimer nos condoléances aux victimes et à leurs familles, ainsi qu'à la population sri-lankaise qui a été profondément touchée par cet acte de haine et de violence.

Le réseau mondial continue à se développer et à devenir un espace de convergence cherchant à renforcer le mouvement mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition. Nous travaillons collectivement à l'élaboration d'analyses, à l'échange de stratégies et d'expériences, ainsi qu'à la mobilisation des luttes populaires contre les violations et l'impunité face au droit à l'alimentation. En particulier, nous continuons à développer et à partager des méthodologies favorisant la co-construction et l'échange de connaissances, concrétisant le potentiel de telles stratégies pour accroître la visibilité des violations des droits humains affectant le droit à l'alimentation et à la nutrition, et fournir une vision holistique facilitant l'action collective, le renforcement des capacités, et le plaidoyer.

Nous assistons à une érosion croissante des droits humains en tant que norme normative universelle. Cette vague extrême conservatrice, de droite et autoritaire gagne du terrain dans le monde entier, aggravant toutes les formes de xénophobie, de racisme, de sexisme, de discrimination et de violence à l'égard des défenseur.ses.rs des droits et des communautés marginalisées, notamment la violence à l'égard des femmes. La régression actuelle des engagements en matière de droits humains et des autres traités internationaux par les États-nations compromet les acquis des organisations de défense des droits humains et des autres mouvements sociaux au cours des 50 dernières années, notamment pour le droit à l'alimentation et à la nutrition.

Nous célébrons les victoires durement gagnées au cours des 15 dernières années avec un renforcement des cadres juridique, constitutionnel et politique pour le droit à l'alimentation et la création d'espaces formels de participation de la société civile au niveau national, en grande partie grâce aux luttes et au travail de plaidoyer mené par les réseaux et mouvements, y compris des membres du Réseau mondial. Cependant, les environnements politiques autoritaires qui se répandent dans de nombreux pays entraînent des politiques régressives et une érosion de la participation des peuples aux processus politiques. En particulier, nous sommes obligés de souligner la fermeture du Conseil brésilien pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA) par un décret présidentiel, et l'environnement national répressif, qui constituent un revers majeur pour le mouvement mondial pour le droit à l'alimentation, car le CONSEA était un exemple de la façon de construire des politiques significatives qui ont un impact réel sur la réduction de la faim.

Nous dénonçons la domination croissante des multinationales sur les systèmes alimentaires et le déni de l'autodétermination des peuples pour la culture, le commerce et la consommation de leur propre nourriture. Nous sommes également profondément préoccupés par le rôle grandissant que jouent les multinationales dans l'élaboration des politiques, par la normalisation de l'approche de « multiples parties prenantes » qui ne résout pas les conflits d'intérêts des acteurs privés. Cela ne permet pas non plus de mettre en place les mesures réglementaires indispensables dont l'absence risque de relâcher encore plus les États de leur obligation de s'acquitter de leurs devoirs et d'éviter d'être tenus pour responsables de faire respecter leurs obligations en matière de droits humains. Nous sommes des détenteurs de droits et pas simplement des « parties prenantes ». Nous exigeons donc que soit mis fin à l'impunité de ceux qui violent et abusent les droits humains. Les droits des personnes doivent passer avant les intérêts des entreprises.

Nous condamnons la criminalisation et la torture croissantes des mouvements sociaux et des défenseurs des droits humains, ainsi que la montée de l'agression et de la persécution légale à l'encontre des petits producteurs alimentaires au nom des droits de propriété, comme en témoigne le cas emblématique de [Pepsico poursuivant des agriculteurs indiens](#) pour avoir sauvé des graines.

Nous continuons d'être témoins de violences structurelles à l'égard des peuples et des communautés par le biais de politiques publiques discriminatoires, qui les enferment dans des cycles de pauvreté et de marginalisation. Les politiques d'austérité continuent de démanteler les systèmes d'assistance publique, de protection sociale et d'éducation, et érodent la santé publique, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs. De telles politiques marginalisent davantage les communautés rurales et les producteurs

alimentaires, en particulier les femmes, et ne répondent pas aux besoins techniques, financiers et sociaux des petits producteurs.

Nous assistons aux impacts négatifs de l'exploitation minière et des industries extractives, ainsi que de l'agriculture, de la pêche et du tourisme à grande échelle qui, en plus des déplacements massifs de communautés, entraînent une destruction écologique irréversible, la pollution et la perte de biodiversité, tout en contribuant à des régimes alimentaires malsains. La production alimentaire mondiale repose de plus en plus sur l'exportation de quelques cultures de base, à des fins lucratives, tandis que des aliments diversifiés, cultivés localement, produits par les paysan.ne.s et les peuples autochtones, sont remplacés par des produits ultra-transformés de qualité médiocre. Nous dénonçons la publicité agressive des multinationales sur les aliments ultra-transformés, les substituts du lait maternel et les boissons riches en sucre, qui sont responsables de la mise en péril du bien-être des communautés.

Nous constatons les effets de l'accaparement des ressources naturelles en cours, en particulier des terres, de l'eau, des mers et des semences, ainsi que des menaces émergentes masquées par la technologie et l'innovation. La captures de données sur la terre et les semences, y compris la brevetabilité d'organismes vivants, a conduit à la privatisation des semences paysannes, à la financiarisation des terres et à la mise en œuvre de modifications génétiques sur les plantes et les animaux, qui auront des conséquences énormes sur l'avenir de notre écosystème la biodiversité.

Nous avons pu constater à quel point les pêcheurs artisanaux ont toujours du mal à avoir accès aux ressources halieutiques et marines dont dépendent leur vie et leurs moyens de subsistance, ces ressources naturelles étant de plus en plus exploitées au nom des intérêts du secteur privé et des industries telles que le pétrole, le gaz, les transports et le tourisme, ainsi qu'au nom de la préservation de l'environnement.

Les femmes, qui sont largement responsables de nourrir le monde, continuent de vivre dans la violence, tant physique que structurelle, et leurs droits sont constamment violés. La violence structurelle à l'égard des femmes comprend l'inégalité des genres, entretenue à la fois par les politiques publiques et par des facteurs culturels, qu'il convient de surmonter pour que les femmes puissent réellement et pleinement participer à la prise de décisions inclusive et démocratique. Les femmes restent à l'avant-garde des luttes, en tant qu'actrices et dirigeantes politiques, organisatrices de communautés et productrices alimentaires, s'opposant activement aux violations des droits humains commises contre elles-mêmes et leurs

communautés et contribuant à la mise en place de systèmes alternatifs de production alimentaire. Les femmes travaillant dans le secteur agricole sont plus susceptibles d'être exposées aux pesticides et aux herbicides, ce qui augmente les risques de fausses couches, d'infertilité, de cancers et de naissances d'enfants atteints de difformités. On dit également que les effets de l'exposition aux pesticides durent plusieurs générations, ce qui aurait des conséquences intergénérationnelles même pour les personnes non directement exposées aux pesticides. Nous reconnaissons que la pratique de l'allaitement maternel, qui constitue le premier acte de souveraineté alimentaire, est menacée par un manque de protection, promotion et soutien, notamment à la mise en œuvre inadéquate du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Nous soulignons que la faim, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'obésité ne sont pas des problèmes limités aux pays du Sud. Ce sont des tendances à croissance rapide présentes dans toutes les régions du monde. La sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé et la prévention des maladies et la transition vers des systèmes alimentaires plus durables sont des défis politiques et de développement avec un caractère multidimensionnel auxquels il faut s'attaquer au-delà des frontières mondiales Nord/Sud.

Nous reconnaissons que le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité constituent un défi auquel de nombreuses régions sont confrontées depuis un certain temps et auxquelles nous devons maintenant faire face à l'échelle mondiale. Nous devons être vigilants vis-à-vis des fausses solutions dites « vertes » et « bleu », comme par exemple ce que l'on appelle « l'agriculture intelligente face au climat ».

Tout en reconnaissant l'importance de l'aide alimentaire lors de situations d'urgence afin d'éviter que les communautés touchées par la faim et la famine souffrent à court terme, nous condamnons toutefois l'enracinement de l'aide alimentaire en tant que stratégie essentielle pour lutter contre la faim chronique, qui est conçue comme une œuvre de charité plutôt que comme un droit. Cela favorise une culture de la dépendance et de la victimisation, au lieu de renforcer la souveraineté alimentaire dans les communautés urbaines et rurales, permettant ainsi l'accès et la production d'une nourriture adéquate, saine et culturellement appropriée. Ceci perpétue le mythe selon lequel il est possible de réduire la faim et le gaspillage alimentaire en utilisant les excédents de nourriture provenant du complexe alimentaire industriel. Cela entraîne une surproduction continue et une oppression entraînant l'augmentation et la

consolidation de l'influence et de la richesse des multinationales, ainsi qu'aggravant le fossé entre les riches et les pauvres.

Nous reconnaissons l'impact grave des conflits, de l'occupation et de la guerre sur les droits fondamentaux et la dignité de millions de personnes dans le monde. La militarisation accrue de l'aide alimentaire, telle que constatée au Venezuela, ou les blocages de l'aide observés au Yémen et en Syrie, qui conduisent à des conditions similaires à la famine, montrent que la communauté internationale n'a pas respecté les principes essentiels du droit international humanitaire et illustrent le coût humain des conflits politiques. Ces conflits ont contribué à une crise mondiale des réfugiés et de la migration, car les personnes déplacées de leurs pays, leurs foyers et leurs vies sont souvent confrontées à la discrimination et à la violence, ainsi qu'à un manque de droits fondamentaux dans leurs pays d'accueil. Nous reconnaissons les profondes répercussions du colonialisme et de son héritage dans les systèmes économique, politique, social et culturel, y compris le système alimentaire mondial. Nous condamnons les structures qui sont ancrées dans l'oppression ethnique, du genre et des classes et maintiennent le statu quo du capitalisme ainsi que la majorité de la population mondiale opprimée.

Nous dénonçons le néo-colonialisme et la mondialisation, qui utilisent des accords commerciaux, et l'aide financière et technologique comme mécanismes pour contrôler et influencer ces systèmes. Ces paradigmes légitiment l'exploitation et l'occupation structurelles, et nient la véritable souveraineté des anciennes colonies et des États indépendants.

C'est pourquoi, les organisations et les mouvements participant à cette réunion réaffirment notre engagement à :

- Construire et renforcer le mouvement du droit à l'alimentation et à la nutrition pour faire face aux défis mondiaux, en développant des méthodologies et des stratégies pour garantir les droits, ainsi que renforcer la résistance régionale et nationale aux politiques régressives;
- Renforcer la capacité de la communauté du droit à l'alimentation et à la nutrition, y compris les mouvements sociaux, les peuples autochtones et les OSC, d'intégrer une perspective multi dimensionnelle allant au-delà des frontières, qui inclue de multiples formes de discrimination et de violations, renforçant la solidarité entre les luttes;

- La décolonisation de nous-mêmes et de nos organisations, ainsi que de nos systèmes alimentaires, sociaux, économiques et culturels;
- Transférer le pouvoir et le contrôle aux communautés et assurer la participation des citoyen.ne.s à la prise de décision;
- À lutter contre l'accaparement des ressources naturelles, y compris les terres, les forêts, les mers, les rivières, les lacs, les lagunes, les semences et les ressources génétiques animales locales.
- Donner la priorité à notre plaidoyer en faveur de l'égalité des genres afin de garantir que les décideurs soient responsables de la défense des droits humains, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs;
- Donner la priorité à notre soutien à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée en décembre 2018, à la suite d'un long combat de mouvements sociaux.
- Donner la priorité à notre soutien à de vraies solutions pour la crise climatique telles que la transition vers l'agroécologie, qui est une science, des pratiques de production alimentaire et un mode de vie enracinés dans les connaissances ancestrales et culturelles et préservés par les paysans, les pêcheurs, les pasteurs, les communautés autochtones et d'autres petits producteurs alimentaires, qui garantissent des régimes alimentaires plus sains.
- Donner la priorité à notre soutien – et demander – la protection des personnes qui défendent nos droits fondamentaux contre la répression, la violence et la criminalisation auxquelles elles sont souvent soumises elles-mêmes.
- Promouvoir de vraies solutions à la faim, à la malnutrition et à l'obésité, fondées sur des visions et un encadrement communautaires, la création d'alternatives, et qui défient l'approche néolibérale, les dynamiques et systèmes de marché dominants, le pouvoir des multinationales et les fausses solutions caritatives.